

Ecolo « Charles Michel assure le service après-vente de la N-VA. Il doit se ressaisir ! »

ENTRETIEN

Le chef de groupe des verts à la Chambre s'apprête à voter, jeudi en séance plénière, une motion de méfiance contre le gouvernement Michel. Méfiance, c'est un euphémisme...

On avait parlé d'une coalition kamikaze, trois ans plus tard, elle est là, aux commandes...

Ecoutez, là, j'ai vraiment l'impression que Charles Michel est dans les cordes, un peu comme Di Rupo l'était en 2013 après les informations sur la réforme des allocations d'insertion dans le domaine du chômage... Ici, sur le pacte énergétique, sur le Soudan et bien d'autres dossiers, Charles Michel est pieds et poings liés, il n'a pas de marge de manœuvre, la N-VA impose les contenus et le rythme. Et comme pour le PS en 2013, on est dans le reniement des valeurs, libérales en l'occurrence. En fait, ce ne sont plus des libéraux mais des conservateurs. Et ils n'arrivent même plus à sauver les apparences. Le rôle de Charles Michel se réduit aujourd'hui à assurer le service après-vente de la N-VA. Elle impose sa loi, puis le Premier ministre et justifie. Le commentaire Facebook du Premier ministre sur l'asile, c'est un copier-coller de la N-VA.

« Service après-vente », c'est un peu du slogan ça, non ?

C'est juste la réalité. Charles Michel fait même l'impasse sur les mensonges de Theo Francken à propos de l'expulsion prévue en janvier ou du rôle du HCR dans la procédure. Il ne dit rien. Francken s'est permis de qualifier d'« absurdes » les propos de son Premier ministre ! Dans n'importe quel autre pays européen, il aurait été contraint de démissionner. Dans l'heure. Ici, rien. Voyez l'attitude de la N-VA aujourd'hui.

Vous dites : « Ce ne sont plus des libéraux mais des conservateurs »... Expliquez.

Je pense au libéralisme politique comme au libéralisme économique : dans les deux cas, on est dans le conservatisme. Pour ce qui concerne le libéralisme politique, c'est tellement clair : il repose sur

le principe que tout être humain a des droits fondamentaux, inaliénables, indépendamment de son origine, son parcours, sa culture, sa religion, etc., et sur l'idée que la plus haute tâche de l'Etat est d'assurer la protection des libertés et des droits. Or on n'est plus du tout là-dedans. Historiquement, le libéralisme se développe en opposition au conservatisme et à l'absolutisme, on est dans un autre schéma désormais.

Vous savez moi, ma première expérience politique, c'était au début des années 2000, c'était le temps de la coalition arc-en-ciel (écologistes, libéraux et socialistes, NDLR), aux côtés de gens comme Hervé Hasquin, Richard Miller, qui étaient aux responsabilités et qui étaient des défenseurs acharnés du libéralisme, ouverts au débat dans tous les cas. Pensez encore à Louis Michel à l'époque, ouvert au droit de vote

des étrangers aux communales, militant de la compétence universelle, en croisade contre l'Autriche de Haider (leader du parti d'extrême droite FPÖ dans les années 1990-2000, NDLR)...

Cet héritage est enseveli sous le poids de la N-VA. Le Soudan, les visites domiciliaires, les projets anti-squat, la réforme de la cour d'assises... On peut multiplier les exemples. Le libéralisme s'est dilué dans le conservatisme. Même dans leur posture, ils adoptent des réflexes conservateurs à la Thatcher ou la Reagan, ils dénigrent ceux qui osent avoir un point de vue différent... La presse. Les syndicats. Les associations des droits de l'homme, traitées de sales gauchistes... Ils oublient que celui qui est à l'origine des révélations sur le dossier soudanais, c'est Koert Debeuf, directeur de l'Institut Tahrir, ancien porte-parole de... Guy Verhofstadt ! Vis-à-vis des médias, ils ont une posture comparable à celle de Trump aux Etats-Unis ! On attend d'un Premier ministre qu'il relie, rassemble : ici, il divise et polarise.

L'opposition est dans l'outrance, elle est dans l'agression au Parlement, déclare-t-il dans « Sud Presse »...

C'est au sein de sa propre majorité que de violentes et légitimes cri-

tiques se font jour, notamment au CD&V. Moi, la seule chose que j'ai demandée comme chef de groupe



Ecolo, c'est qu'il vienne au Parlement pour un débat contradictoire. Nous pouvons avoir des divergences ; c'est même la richesse de toute démocratie. Mais je ne peux accepter, dans un dossier aussi fondamental, l'asile, touchant aux valeurs essentielles des droits de l'homme, qu'il laisse des questions sans réponse. Mais ça semble trop pour lui et il verse tout de suite dans la caricature déplacée. Ici aussi il manque singulièrement de hauteur et oublie un peu vite que c'est dans un régime sans opposition qu'on se retrouve en dictature.

Le libéralisme politique est en cause, le libéralisme économique aussi, soutenez-vous encore, où les bleus seraient devenus des « conservateurs ». Pourtant, on ne peut pas dire que la suédoise ne se voue pas aux réformes...

Mais quelles réformes ! Voyez comment ils ont abandonné les PME au profit des seules multinationales, dans la réforme de l'Isoc, la défiscalisation des 500 euros en travail occasionnel... Entendus au Parlement, les porte-parole des petites et moyennes entreprises n'avaient pas de mots assez durs... Non, ce ne sont plus des libéraux, mais des conservateurs qui défendent avant tout les grosses entreprises. Que font-ils après les révélations des Panama Papers ?, que font-ils en matière de lutte contre la spéculation ?, de taxation du capital ? Rien, ou presque.

Cela étant, l'Union des classes moyennes ne rejette pas toutes les réformes de la suédoise, loin de là. Par exemple, elle se réjouit de l'exonération de charges sociales pour le premier emploi...

Oui, c'est un point positif, il faut le dire, il y en a eu. Mais, hormis le fait que cela n'illustre pas la politique menée globalement, je note qu'en fait, les choses ont changé au milieu du mois de novembre 2016. Là, il y a eu un tournant.

Un « tournant » ?

On a basculé. Il y avait une cer-

taine dynamique gouvernementale avant cela, mais ça a changé quand, un jour de novembre 2016, la section locale du CD&V a demandé à Kris Peeters de démissionner à Anvers, d'être candidat contre De Wever... Tout a changé graduellement. Pour De Wever, bourgmestre en place, Anvers est capital, il y tient comme à la prunelle de ses yeux. Récemment dans une interview, il a dit : « Kris Peeters n'est candidat à Anvers que pour m'emmer... » Bref, la N-VA s'est raidie depuis lors. Elle va à la bagarre. Elle envahit tout l'espace. Le gouvernement est à l'arrêt. On ne compte plus les dossiers qui risquent de rester en rade : le nucléaire, le survol de Bruxelles le prélèvement sur les comptes-titres, le remplacement des F-16... On n'est même pas certains qu'on pourra lancer un Pacte d'investissement.

Ils sont « à l'arrêt », dites-vous...

Mais puisque vous jugez que leur politique est néfaste, vous devriez plutôt vous en réjouir après tout...

Non, car derrière tout ça, il y a des citoyens. On a besoin d'un vrai Pacte énergétique, d'un Pacte d'investissement. Non, Charles Michel doit se ressaisir. J'ajoute : c'est tendu, voire bloqué dans sa majorité, alors qu'il enlève ses œillères et qu'il ouvre le jeu avec le Parlement... Sur les dossiers primordiaux, on peut avancer à la Chambre, par exemple sur le Pacte énergétique : huit groupes parlementaires sur neuf sont d'accord de bétonner la sortie du nucléaire en 2025. Ecolo-Groen prendra une initiative en ce sens cette semaine, pour faire voter le Pacte énergétique au Parlement. Nous déposerons une résolution pour cela.

Mais, vous le savez, les partenaires suédois ne peuvent pas entrer dans cette logique de majorités parlementaires alternatives sans voir leur gouvernement se disloquer, et chuter...

Mais il s'agit d'un Pacte énergétique à l'horizon 2025, qui engage plusieurs gouvernements, plusieurs législatures... Une majorité parlementaire peut agir dans ces circonstances. On ne peut pas bloquer un dossier aussi essentiel

parce que Bart De Wever n'en veut pas ! C'est insupportable. J'y reviens : j'en appelle à Charles Michel, qu'il se ressaisisse ! ■

Propos recueillis par
DAVID COPPI

ANALYSE

Boucle

Après trois ans, on assiste comme à un retour au tout début de cette législature en termes d'antagonisme et de violence dans les échanges, quand Laurette Onkelinx se soulevait contre la N-VA et Benoît Lutgen donnait du « collabo » au chef de groupe MR. C'est un peu le même scénario aujourd'hui. L'affaire Francken a polarisé le débat. On se déchire.

Un peu le même scénario, disions-nous, mais les acteurs ne sont plus tout à fait à leur place...

A commencer par l'opposition parlementaire qui, pour la première fois depuis 2014, semble mettre en difficulté la suédoise, avoir un impact. Charles Michel l'a senti.

D'où, pour se protéger, sa façon de (sur)réagir, de tenter de disqualifier l'adversaire, déclarant dans *Sud Presse* qu'il s'était exprimé sur Facebook à propos de l'asile « car c'était une possibi-

lité de donner mes arguments de manière complète et seraine, qui n'étaient pas audibles à la Chambre vu la virulence de l'opposition », et renchérissant lorsqu'il cible « une opposition féroce, qui a une stratégie du mensonge permanent, ainsi que des commentateurs qui sont parfois des acteurs militants »...

Il n'y a pas que l'impact de l'opposition. Autre nouveauté : les fibrillations dans la majorité, où la N-VA, qui la jouait humble à l'époque, malmène ses partenaires, et le CD&V montre des signes d'exaspération.

La boucle est bouclée : dans un désordre différent, tout cela nous redonne à voir l'affrontement qui avait marqué l'entame de la législature. Comme alors, la proximité de la séquence électorale est un catalyseur. Sauf que là, c'est devant nous, ça ne va pas retomber.

D.CI

Plusieurs fois ministre

Jean-Marc Nollet, 47 ans, est chef de groupe des verts (Ecolo-Groen) à la Chambre, élu dans le Hainaut. Il fut ministre de l'Enfance à la Communauté française entre 1999 et 2004, ministre de l'Énergie et du Développement durable au gouvernement wallon entre 2009 et 2014, dans le même temps ministre de la Fonction publique, des Bâtiments scolaires, de la Petite Enfance à la Communauté française.